

Société civile et expertise instituée : quel dialogue ?

Jean Gadrey

Le titre de mon intervention est très général, mais je partirai d'une question ponctuelle et concrète que tout le monde me pose : alors, cette commission Stiglitz, comment ça se passe et que peut-on en attendre ?

Je résume ma réponse : il ne faut pas attendre des miracles de cette commission, il ne faut pas en attendre trop, mais si ON s'y prend bien, ses travaux peuvent avoir une réelle utilité. Et quand je dis « si ON s'y prend bien », je ne désigne pas le groupe de la commission Stiglitz, mais nous tous ici, et bien d'autres qui constituent ce qu'on appelle la société civile, en y faisant figurer les organisations syndicales, les collectivités locales avec leurs citoyens et leurs élus, et pas seulement cette fraction active de la société civile constituée des associations, ONG et réseaux citoyens et militants divers.

Quel sont à mes yeux les deux risques principaux que rencontrent aujourd'hui les idées de reconsidération de la richesse et de recours à des indicateurs alternatifs de richesse ? Le premier, nous l'avons connu dans les années 1980, est que, dans une période de crise profonde d'un capitalisme financiarisé devenu irresponsable et dangereux, on peut assister à un réflexe conservateur du type « sauvons les meubles et le crédit, retrouvons un sentier de croissance et de création d'emplois, il sera bien temps ensuite de réfléchir à des indicateurs au-delà du PIB ». Avec ce type de réaction, la réflexion sur le bien-être ne serait légitime que dans les périodes de croissance du PIB. On ne pourrait envisager d'aller au-delà du PIB et de la croissance que... lorsqu'il y a croissance, ce qui est assez paradoxal.

Il va falloir se battre contre ces idées, car elles correspondent exactement à la conception selon laquelle le bien-être sociétal est un luxe que seule l'abondance matérielle et l'expansion économique perpétuelle peuvent autoriser. Elles participent de l'addiction à la croissance et à l'économie comme fondements de tout le reste. C'est déjà contre ce fondamentalisme « pro-growth » et libéral du FMI et de la Banque mondiale des années 1980 et 1990 que l'IDH avait été mis au point, et c'est aussi contre elles que Joseph Stiglitz s'est battu à la Banque Mondiale entre sa nomination fin 1996 et sa démission fin 1999 (voir, en anglais : <http://www.globalpolicy.org/soecon/bwi-wto/critics/2000/stiglitz.htm>).

Et puis, plus fondamentalement, il serait bon de se demander si la crise actuelle et la récession qu'elle provoque n'ont pas, parmi leurs causes profondes, au-delà des dérèglements et de la démesure de la sphère de la finance, des causes sociales, des inégalités démesurées elles aussi, du mal-être pour beaucoup, de sorte qu'une sortie de crise durable aurait bien besoin de politiques et d'indicateurs qui ne soient pas purement économiques et financiers.

J'en viens au deuxième risque auquel nous sommes confrontés pour mettre au point des indicateurs de développement humain durable ou de bien-être durable. C'est celui d'une fracture entre d'un côté le monde des experts institutionnels, essentiellement des économistes, statisticiens et comptables nationaux, et de l'autre le monde des citoyens, de leurs organisations volontaires et de leurs institutions démocratiques. J'emploie à dessein le terme d'experts « institutionnels » ou « de profession », car nous savons tous que l'expertise est largement distribuée dans la société, et de plus en plus avec les progrès de l'éducation, si par expertise on désigne la possession de savoirs qui ont leur place dans les délibérations sur le bien-être et sur ses critères d'évaluation.

Il existe de nombreuses raisons qui militent en faveur de la participation citoyenne à ces débats, en dialogue avec les nécessaires experts de profession. Ces derniers ont comme atouts principaux 1) leur connaissance de méthodes scientifiques parfois complexes, d'autant plus d'ailleurs qu'on ne fait pas ce qu'il faut pour les rendre accessibles ; 2) une connaissance des expériences et initiatives existantes, au moins celles qu'ils jugent « sérieuses », car ils en écartent certaines, un peu vite selon moi. Mais les citoyens les plus concernés ont d'autres atouts. D'abord, ils peuvent se former et accéder en partie aux

savoirs techniques. Ensuite, ils disposent d'informations « de terrain » que ne fournissent pas les enquêtes statistiques et les théories. Enfin et surtout, ils portent des valeurs pour lesquelles ils militent et ils savent ce qui, dans le débat public, fait mouche, et ce qui compte le plus pour les gens qu'ils côtoient. Ils sont des témoins fréquents du bien-être et du mal-être, des aspirations au mieux-vivre, et ils sont souvent des militants de l'urgence de mesures écologiques.

D'où un premier argument de fond : en ne mettant pas la société civile dans le coup, on se prive de savoirs et de valeurs qui comptent, et donc on court le risque d'aboutir à des indicateurs qui reflètent mal les aspirations populaires et notamment les aspirations collectives à vivre dans une meilleure société et de façon durable. Qui plus est, en se privant de ces points de vue, on laisse toute liberté aux experts institués de construire des indicateurs qui intègrent leurs propres valeurs et représentations du progrès. Avec, notamment des dérives vers des représentations très économistes de la définition et de la mesure du progrès, au nom par exemple de la supériorité des méthodes fondées sur des théories économiques « reconnues », que nous sommes pourtant certains, y compris parmi les économistes, à ne pas reconnaître ou à relativiser.

Mais le risque d'un écart ou d'un fossé concerne aussi une autre question, qui est celle de la façon de choisir des indicateurs phares en vue de leur utilisation dans le débat public et politique. La plupart des indicateurs préférés des experts de profession sont d'une grande complexité, gage selon eux de « rigueur » méthodologique. Et la plupart d'entre eux considèrent que les indicateurs « composites » les plus simples à comprendre, dont le plus connu est l'IDH, ne sont pas sérieux, car, parmi d'autres gros défauts, ils sont fondés sur des pondérations « arbitraires » (un adjectif repoussoir). Ils admettent que l'empreinte écologique est étonnamment « populaire », mais cela les chagrine car elle manquerait de rigueur elle aussi. Ils ont tendance à préférer les tableaux de bord d'indicateurs multiples aux indicateurs synthétiques ou agrégés, sans se rendre compte que, face à la domination exclusive du PIB, ce serait se placer en situation de grande faiblesse politique et médiatique que de lui opposer seulement des tableaux de bord du progrès, qui sont dans tous les cas nécessaires, mais qui ne peuvent suffire. Il nous faut des indicateurs d'alerte, des indicateurs qui résument l'état de la situation du bien-être durable et de la santé sociale, avant de se pencher sur ses dimensions multiples.

Et il nous faut, j'insiste, des indicateurs largement compréhensibles, au moins dans leurs grandes intentions, des indicateurs suffisamment transparents, et je dirais même des indicateurs « populaires » et médiatiques, ce qui ne veut pas dire qu'on ne veille pas à leurs méthodes d'obtention.

Bref, si nous ne faisons pas dialoguer de façon organisée et systématique les experts de profession et la société civile, nous irions vers de graves désillusions et nous risquerions fort d'aboutir à une coupure entre une société civile qui produira ses indicateurs « populaires » de son côté, et les institutions statistiques qui en produiront d'autres, peu compréhensibles, non populaires, sinon impopulaires.

C'est pourquoi le collectif FAIR que nous avons créé après l'annonce de la mise en place de la commission Stiglitz est porteur de plusieurs exigences. Je ne vous cache pas que cette annonce nous a mis en rogne, alors même que nous nous battons depuis des années pour reconsidérer la richesse et sa mesure, à la suite notamment des travaux de Dominique Méda puis de ceux de Patrick Viveret, qui ne sont ni l'un ni l'autre au départ des experts de l'économie et de la statistique, ce qui prouve bien que les gens plus influents du côté de la société civile ne sont pas forcément les experts professionnels des indicateurs, mais dans le cas présent des philosophes liés à des mouvements de la société et qui en ont appris largement assez sur les indicateurs et sur le PIB pour pouvoir mener critiques et propositions constructives, dans le cadre de réseaux d'acteurs divers.

Cela nous a mis en rogne essentiellement parce que cette démarche venue d'en haut nous semblait à l'opposé de ce qu'il aurait fallu faire, à savoir ce dont nous discutons aujourd'hui et demain à Rennes avec nos amis de Pekea, ce que fait le Conseil de l'Europe avec Gilda et ses collègues, l'OCDE sous l'impulsion d'Enrico, la démocratie statistique telle qu'en France le CNIS la représente au plan national, les initiatives locales participatives et bien d'autres.

Cela dit, il est encore possible que la commission Stiglitz, dont les travaux avancent dans de bonnes conditions intellectuelles et humaines, dont le Président est très ouvert au dialogue, qui a l'avantage de disposer d'une remarquable équipe de rapporteurs, puisse servir nos objectifs de démocratie statistique délibérative et citoyenne. Il faut pour cela selon nous, et je parle ici au pluriel, prévoir des dispositions multiples :

- un dialogue direct entre la commission et des représentants de la société civile. Elle s'y est engagée au cours de sa première réunion en avril, mais actuellement les choses traînent et nous n'avons toujours pas de réponse à notre demande, qui date d'un mois, d'organisation d'une session de travail sur le fond d'ici la fin de l'année. Pour nous, un dialogue n'est pas une audition mais du travail ensemble.

- L'organisation de conférences de citoyens sur ces questions, tant à l'échelle nationale qu'à celle des régions. La région Nord-Pas-de-Calais est en train d'en organiser une.

- La mise en place d'un groupe de travail du CNIS capable de fonctionner dès la remise du rapport final de la commission, en avril. Joseph Stiglitz est très clair sur le fait que son rapport ne devra pas être considéré comme un aboutissement, mais comme un début, ce qui nous va bien. Il est donc important que l'institution clé de la démocratie statistique française s'en saisisse, peut-être en y invitant des acteurs francophones de pays proches et de la Commission européenne, en y associant des acteurs régionaux particulièrement mobilisés, et bien entendu les acteurs de la société civile les plus concernés.

- Enfin, nous prévoyons d'organiser en mars prochain une rencontre d'une journée à Paris en vue d'un dialogue élargi au sein de la société civile elle-même, dans ses multiples composantes, sur la richesse et sur ses indicateurs, en y invitant des experts institués, mais en mettant en priorité l'accent sur les échanges et les stratégies des acteurs et réseaux sociaux militants.

Voilà, dans ce cas précis, comment on pourrait, en se donnant le temps, aboutir à des indicateurs alternatifs bons, justes et légitimes, comme repères des progrès ou des régressions au regard de finalités elles-mêmes légitimes.